




CORNET VINCENT SEGUREL

# Tenir une AG ou un CA en 2022



Les premiers contours du dispositif applicable en 2022 se dessinent.



**Le dispositif dérogatoire mis en place par l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 et le décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 avait été prorogé jusqu'au 1<sup>e</sup> octobre 2021 uniquement.**

**Depuis cette date, les mesures exceptionnelles adoptées ces deux dernières années ne sont plus applicables.**



**Dans un contexte sanitaire encore dégradé, l'intervention du législateur était donc très attendue.**



L'article 13 de la Loi du  
22 janvier 2022  
*«renforçant les outils de  
gestion de la crise  
sanitaire»* dessine les  
contours du nouveau  
dispositif dérogatoire  
qui sera applicable en  
2022.




# 01. Participation dématérialisée aux réunions des organes collégiaux





A compter du **23 janvier 2022** et **jusqu'au 31 juillet 2022**,

les membres d'un organe collégial d'administration, de surveillance ou de direction **peuvent participer aux réunions par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle :**

- Sans qu'une clause des statuts ne soit nécessaire ni ne puisse s'y opposer ; et
  - Sous réserve que les moyens techniques utilisés transmettent au moins la voix des participants et permettent la retransmission continue et simultanée des délibérations (calls et visio).
- 

**Les membres qui participent à la réunion en distanciel sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.**

Ils peuvent délibérer et voter à distance.

## **02. Recours à la consultation écrite** des membres des organes collégiaux





**A compter du 23 janvier 2022 et jusqu'au 31 juillet 2022,**

le mandataire compétent peut décider de **recourir à la consultation écrite des membres des organes d'administration, de surveillance ou de direction :**


- Sans qu'une clause des statuts ou d'un règlement intérieur ne soit nécessaire ni ne puisse s'y opposer ; et
- Quel que soit l'objet des décisions.





**Ces deux mesures réintroduisent des dispositifs mis en place en 2020 et 2021 (Art.8 et 9 Ord n°2020-321, modifiée par Ord n°2020-1497).**

Elles s'appliquent à **l'ensemble des personnes morales de droit privé** (sociétés, coopératives, GIE, associations...) **mais également aux entités dépourvues de personnalités de droit privé** (sociétés en participation etc...).

 **Attention cependant, elle ne s'appliquent pas aux assemblées générales d'associés ou d'actionnaires.**


**S'agissant de ces assemblées, le législateur délègue la responsabilité au Gouvernement d'adopter, par voie d'ordonnances, le dispositif dérogatoire qui sera applicable en 2022.**






# 03. Mise en place d'un calendrier aux fins d'adoption de nouvelles ordonnances






**Outre ces mesures d'effet immédiat, le législateur donne trois mois au gouvernement pour adopter, par ordonnances, toutes les dispositions nécessaires pour simplifier les conditions de réunion, d'information et de délibération des organes collégiaux, y compris les assemblées d'associés.**





Nous devrions donc, dans les prochaines semaines, avoir davantage de visibilité sur les **modalités de convocation, d'information ou de consultation des associés.**

Outre les questions d'organisation des AG, le gouvernement devra **se prononcer sur la reconduction du dispositif des AG à huis clos qui avait été très controversé.**



## Références



**Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020**

<https://bit.ly/33UIh4V>

**Décret n°2020-418 du 10 avril 2020**

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000041794017/>

**Loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043567200>

**Décret n° 2021-987 du 28 juillet 2021**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868110>

**Loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045062855>



# Nos experts



**Pierre-Jean Ferry**

**Avocat associé**

Droit des sociétés – M&A



**Camille Ferrat**

**Avocat directeur**

Droit des sociétés – M&A





CORNET VINCENT SEGUREL

**Swipe**

[www.cvs-avocats.com](http://www.cvs-avocats.com)